

Bilan du projet Linky sur la période 2016-2021 et au futur cadre de régulation incitative

Date de la contribution : 05/01/2022

Introduction

Ayant déjà déposé lors de la consultation de novembre 2015 et fortement impliquée sur la question, l'association Priartem prend l'initiative de répondre à la consultation publique N°2021-13 du 25 Novembre 2021, relative au bilan du projet Linky sur la période 2016-2021 et au futur cadre de régulation incitative.

L'association se permettra de faire des remarques suite à ce développement, subi du Linky par tous les Français, non obligatoire juridiquement parlant, mais imposée par UE dans le cadre de la transition énergétique, et sa transposition en droit français.

L'État et ses ramifications de contrôle ont donc incité l'Exploitant ENEDIS à déployer massivement 90 % des compteurs Linky sur la période 2015 à 2021.

La machine étant enclenchée, Enedis a déployé massivement le Linky sur cette période pour le respect du cahier des charges de la CRé.

2. UN PROJET QUI A ATTEINT SES OBJECTIFS DE COUTS ET DE DELAIS

Question 1 : Avez-vous des remarques sur le bilan de la phase de déploiement en masse du projet Linky ?

Dans ces conditions de déploiement à marche forcée, la pose du Linky s'est opérée de manière parfois critiquable ou brutale pour une imposition en force du Linky dans nos habitations, censées être une protection de son lieu de vie. (pied dans la porte, entrée en force, harcèlement téléphonique voire menaces étaient courantes pour imposer Linky).

La formation des poseurs a pu faire défaut et la maîtrise des règles de sécurité ont pu être ignorées ou mal maîtrisées (mauvais serrage de cosses sur la partie comptage amont ou aval lors du remplacement systématique du Linky, pose inappropriée dans des domiciles parfois anciens, hors normes en matière de protection, d'arrivée de câble d'énergie, en cuivre de faible section, de câble imprégné de papier isolant etc, sur des tablettes bois inadéquates à l'installation de comptage selon les normes actuelles...).

Cela n'aura pas empêché les entreprises de faire des remplacements massifs à la va-vite, sans se poser des questions relatives aux protections, sections des câbles et la capacité d'adapter une puissance conforme au besoin sans risque pour l'utilisateur et ses biens.

Effectivement, la réglementation n'impose pas une mise aux normes obligatoire dans l'habitat ancien, même si l'application de la norme NFC 15-100 serait pertinente.

Mise à la norme pour s'assurer la capacité d'une augmentation de puissance, ou simplement s'assurer un confort électrique, des protections par départs dédiés et une sécurité électrique pour faire face aux déclenchements intempestifs sur surcharge ou défaut d'isolement et de mise à la terre par exemple.

D'un côté on protège par ces travaux de mises en sécurité au Norme NFC 15-100, les usagers par une sécurité nous dirons électrique, mais aussi l'habitat en protection des phénomènes climatiques foudres, montée en potentiel sur des réseaux HTA/BT proche d'habitations lors de mises à la terre intempestives suivi, d'un claquage d'isolant par exemple.

Donc, il est aujourd'hui important de faire remarquer à la CRé, que le remplacement d'un compteur électronique,

ou électromécanique par un Linky pose la problématique suivante :

1. Votre installation est neuve avec l'obligation de fournir un certificat de Consuel valable, avant toute mise en service, au fournisseur d'énergie qui en avisera Enedis (l'exploitant).

Cette, étape est obligatoire avant l'intervention d'enedis lors de son intervention, pour la pose soit d'un compteur neuf et/ou disjoncteur adapté à la charge 15,30,45 ampères en monophasé ou 60 A en triphasé

2. Par contre, pour les installations plus anciennes, habitats collectifs ou individuels, se posent réellement l'adaptabilité à la charge, du logement.

Les anciens compteurs, étaient protégés en aval, ainsi que les résidences plus récentes de fusible type AD 45 ou 60 voire 90 A, protection plutôt utilisées aujourd'hui encore par les exploitants, ces protections étaient encore plus limitées sur des anciennes installations, fusibles de plus faible intensités en protection qui mettait en avant, la vétusté de l'installation, son usage à l'époque ou l'énergie était un luxe et son adaptabilité à la charge du câble de desserte électrique souvent de très faible section en cuivre, ou papier imprégné.

Nous parlons bien du câble, faisant partie de la norme NFC 14-100 qui relie le réseau de distribution électrique, aux protections de la ligne en habitat intérieur, son compteur et disjoncteur éléments faisant partie de la concession ENEDIS, avec un cahier des charges concédés pour 30 ans ou plus par les collectivités locales, les métropoles etc.....

Ce constat étant fait, il est aujourd'hui inconcevable de voir certaines installations très anciennes, mises en service par un compteur Linky, qui permet de modifier et d'adapter la charge en fonction des demandes des clients à distance, possibilité technique de la génération de ces compteurs, sans qu'à aucun moment, un intervenant de l'exploitation ne valide l'augmentation d'intensité dans les câbles dont la norme NFC 14-100 est de fait de la responsabilité de l'exploitant.

Une réflexion plus globale doit être prise sur ce point, qui semble de pas être un simple point de détail au vu des conséquences dramatiques qu'elle peut occasionner.

De plus, PRIARTEM saisit en parallèle la DGCCRF d'une alerte concernant de possibles défauts de conception de certains modèles de compteur Linky, qui pourraient occasionner des risques incendie.

3. DES GAINS GLOBALEMENT AU NIVEAU DES ATTENTES

Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les gains réalisés grâce au projet Linky ?

Non

Commentaire :

la CRé est très optimiste sur ces résultats, notre association l'est moins, parmi les millions de Linky posés, les seuls gains sur la télé relève ne doit pas masquer la réalité des faits.

Les Linky et leur durée de vie égale à 20 ans, certaines constatations montrent que certains Linky trépassent au bout de 1 à 2 ans de vie loin des 20 ans garantie.

Est-ce que la Cré à les moyens de contrôle, pour connaître les remplacements avant l'heure de ces comptages dits intelligents ? Quel retour d'expérience sur les secteurs expérimentaux déployés dans les années 2011 ?

Il faudrait croiser les anomalies clients des fournisseurs d'énergie et d'Enedis l'exploitant en charge des remplacements chez les clients pour constater ces faits.

nota : Les composants électroniques qui le constituent, eux ne seront pas garantie 20 ans, pour cette raison, nous sommes plus réservés quant à sa durée de vie et les gains suite à cette opération d'envergure.

3.3.2 Les coûts de relève résiduelle

Question 3 : Pensez-vous qu'il faille faire porter les coûts de la relève résiduelle aux seuls consommateurs générant

PRIARTEM

ces coûts ?

Non

Commentaire :

Notre association Priartem à un agrément Santé et Environnement, pour cette raison nous sommes au cœur de l'action est très sensibilisée au spectre électromagnétique généré par les courants porteurs en ligne type CPL G1 ou G3.

Enedis met en parallèle le CPL ancienne génération générant un train d'ondes de fréquences 175 Hz afin de piloter les contacteurs jour/nuit (ballon d'eau chaude ou l'éclairage public avant un pilotage plus récent par les horloges astronomique). Ce train d'onde était très limité en fréquences autour de sa porteuse et limité dans le temps, lors de son utilisation, un train d'ondes pour passer en heure creuse, un autre pour l'arrêter, le train d'ondes généré correspondait à 3 x 50 HZ la porteuse du réseau Français, et très limité dans le temps.

Le CPL d'aujourd'hui G3 ne peut pas avoir de comparaison ni en fréquence en HZ ni en amplitude, ni en fréquence des utilisations de l'usage, car la porteuse est pratiquement constante en fonction des accords passés avec son fournisseurs d'énergie, règle une fois par jour en télé-relève ou toutes les demi-heures, ce qui change beaucoup la donne.

De plus, l'habitat individuel dans le rural, sera moins impacté par ces trains d'ondes que l'habitat en milieu urbain, ou vos voisins pourront fournir des éléments de charges à la demi-heure, dont multiplier par le nombre de logements sur le même poste de distribution, les fréquences G 3 imposent une dégradation du réseau 220/50 HZ qui semble être ressenti, par des personnes électro sensibles.

A cela, on rajoutera les concentrateurs, ou les Linky maitre/esclave pour assurer la distribution des bits sur le réseau, ce qui en fait trop pour certains.

A noter que l'ANSES a expertisé en 2017 les compteurs G1 et recommandé d'étudier la possibilité d'installer des filtres, pour les personnes qui le souhaiteraient, permettant d'éviter la propagation des signaux CPL à l'intérieur des logements. Aucune évaluation n'a été rendue publique concernant les compteurs G3.

Plusieurs décisions de justice ont été rendues en faveur de personnes électrosensibles concernant le Linky.

Nous avons reçu des témoignages indiquant le retrait par ENEDIS de compteurs chez des personnes atteintes de pathologies neurologiques qui ne supportaient pas le nouveau compteur (crises d'épilepsie).

Donc, pour toutes ces raisons, nous demandons à la Cré de ne pas faire supporter le coût de la relève à pied à ceux qui refuseraient le Linky pour des raisons de santé ou pour des raisons personnelles. Aucune obligation réglementaire ne s'impose en effet aux particuliers.

De plus des possibilités de transmissions des index de charges peuvent être communiqués par les clients à leur fournisseur 2 fois par an de façon simple par téléphone, ou par photo par Email, donc les agents de télé relève ne sont plus obligés de passer de façon obligatoire pour transmettre ces éléments, la charge de 64 € est contestable pour toutes ces raisons et le canevas de télé-relève est inapproprié dans la mesure où le client joue le jeu de la transmission de ces relevés au moins 2 fois par an.

Question 4 : Êtes-vous favorable à une approche en deux étapes ?

Défavorable

Commentaire :

Cf la réponse faite à la question précédente N°3, nous sommes de facto opposés à cette approche en 2 étapes.....

Question 5 : Que pensez-vous des montants proposés ?

Nonobstant notre opposition à ces frais de relève à pied, le montant proposé est non justifié, abusif et contestable....

Car le TURPE 6 entré en vigueur le 1^{er} Janvier 2021, les grilles tarifaires sont applicables depuis le 1^{er} Aout 2021.

Le Turpe (tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité) est le tarif payé par tous les utilisateurs des réseaux publics de transfert et de distribution dès lors qui correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseaux efficace.

Ce tarif unique comporte trois composantes principales :

-Le soutirage

-la gestion de la clientèle

-Et le comptage

Il reflète, ainsi les coûts engagés par les gestionnaires des réseaux et inclus une rémunération de leurs investissements.

Dans tous les cas, ENEDIS sera contraint de conserver un service de relève à pied pour répondre aux contre-performance technique éventuelles, non facturées au client.

Question : combien il y aura de Non relève dû à la contre-performance de la transmission de la télé-relève client G3 réseau communicant sur une année civile.

4.2.1 Renforcer la performance de la chaine communicante

Question 6 : Êtes-vous favorable à la liste des indicateurs proposés par la CRE ?

Question 7 : Avez-vous une proposition d'indicateur pour suivre la qualité de la transmission des courbes de charge ?

4.2.2 Faciliter la concrétisation des gains à l'échelle de la collectivité

Question 8 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un indicateur sur le délai de mise en place des calendriers fournisseurs par Enedis ?

Question 9 : Voyez-vous d'autres indicateurs à ajouter pour favoriser l'utilisation des fonctionnalités avancées des compteurs ?

4.2.3 Verser des indemnités directement au consommateur pour adresser les difficultés rencontrées par les consommateurs

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'indemnités versées aux clients par Enedis ?

Question 11 : S'agissant du seuil de déclenchement, quelle est selon vous la durée de non communication et le nombre de jours de retard pour les prestations et la fourniture de données, qui vous paraissent engendrer un préjudice important justifiant le versement d'une telle indemnité ?